

Si jeunesse savait...

Le «printemps arabe» aura eu le mérite de sortir de l'anonymat un métier méconnu : démographe politique. Dr Richard Cincotta en est justement. Il est américain. Ses recherches portent sur la relation entre la transition démographique et les migrations humaines, et leurs relations avec les changements politiques, économiques et environnementaux.

Sa dernière contribution *Life Begins After 25: Demography and the Societal Timing of the Arab Spring* (La vie commence après 25 ans : démographie et calendrier sociétal du printemps arabe) revient sur les circonstances qui ont conduit aux manifestations populaires de décembre 2010 au Moyen-Orient).

Relisant ses propres travaux et ceux des spécialistes de notre région, il reconnaît qu'ils ont tous surestimé la force et la cohésion des autocraties d'Afrique du Nord, ainsi que la profondeur des allégeances personnelles sur lesquelles s'appuient ces régimes autoritaires.

Un des articles que Richard Cincotta donne à relire décrit la relation entre la démographie et la démocratie sous le titre prémonitoire : *How democracies grow up: Countries with too many young people may not have a fighting chance for freedom*), paru deux ans et demi avant les révoltes arabes.

L'article trace un modèle simple portant sur la structure de la population la plus apte à «mener, statistiquement, une démocratisation avec un succès raisonnable». Ce modèle l'autorise à tirer la conclusion suivante : «La première (et peut-être la plus surprenante) région qui promet un passage à la démocratie libérale se situe le long du littoral méditerranéen de l'Afrique : le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye et l'Égypte – dont aucun n'a connu la démocratie libérale dans un passé récent. L'autre est en Amérique du Sud : l'Équateur, la Colombie et le Venezuela, chacun de ces pays atteindra la démocratie libérale de façon démographiquement «précoce», mais sera incapable de la préserver. L'interprétation de ces prévisions prudentes laisse présager l'émergence d'un, peut-être deux pays, dans chaque groupe pour devenir des démocraties libérales stables en 2020» [Foreign Policy, mars, 2008, p. 81-83].

Richard Cincotta avoue que ses prévisions portant sur l'émergence de «un, voire deux» démocraties libérales en Afrique du Nord n'ont pas encore été vérifiées.

«Néanmoins, la première étape vers la démocratisation, l'éviction de la tête autoritaire de l'Etat, est un fait accompli dans trois des Etats de la région (la Tunisie, l'Égypte et la Libye). Et, en dépit des tensions qui vont probablement surgir entre Ennahda, parti islamiste en Tunisie, et le centre laïque et les partis de gauche, la révolution du pays du jasmin reste, pour l'heure, sur la bonne voie.»

Est-ce «un coup de chance ?»

«Non, pas du tout, répond l'auteur de l'étude. Cette prévision figure parmi l'un des nombreux produits récents de la recherche en démographie politique qui a été financée par l'US National Intelligence Council au cours des six dernières années. Les méthodologies développées dans cet exercice sont reproductibles et s'appuient sur la base de données démographiques de la Division de la population des Nations unies, révisées tous les deux ans et qu'on peut librement télécharger depuis internet ou acheter dans leur intégralité.»

Une façon d'éloigner d'un revers de main toute idée d'«espionite» ou de «complotite» que chérissent paradoxalement les régimes les plus corrompus dès lors que des expertises révèlent leurs méfaits et projettent leur disparition.

Ces derniers n'ont pas vu, et ne pouvaient pas voir venir le «tsunami social» qui couvait en profondeur. L'auteur témoigne avoir exposé aux experts de la région l'hypothèse de bouleversements à deux reprises, en 2008, et qu'ils avaient «unaniment (à une personne près) fermement rejeté la possibilité de changement de régimes en Afrique du Nord». Ils ont même «piqué un fou rire à l'idée d'un changement de régime en Tunisie».

Les recherches portant sur le calendrier démographique et la stabilité de la démocratie libérale utilisent un modèle simple de «structure par âge» pour produire leurs prévisions. Le modèle repose sur deux théories fondamentales qui permettent de prédire le comportement

général des Etats. La première théorie, appelée «le renflement des jeunes» (the youth bulge), développée au cours des quatre dernières décennies, soutient que les États ayant des structures démographiques où prédominent les jeunes classes d'âge s'exposent à un risque élevé de conflits armés intérieurs et autres types de violence politique.

La deuxième théorie de base, appelée «la négociation/marchandage autoritaire», est attachée à une observation du philosophe anglais Thomas Hobbes qui remonte déjà à trois cent cinquante ans. Au 17^e siècle, Hobbes faisait valoir que les États doivent naître d'un compromis : quand ils sont menacés, les élites et les citoyens troquent ou échangent volontairement leurs libertés politiques et civiles contre des garanties de sécurité.

En combinant les deux théories, on génère une prévision qui est facile à tester : la possibilité d'existence, au moindre risque, d'Etats de démocratie libérale de structures d'âge jeune.

«Statistiquement, l'hypothèse est envisageable», appuie l'auteur.

En fait, ce modèle, qualifié d'«horloge politique» (timing du régime), est resté remarquablement stable depuis le début des années 1970, date des premières enquêtes internationales menées dans le cadre de la Freedom House. Celle-ci est une ONG américaine fondée en 1941, financée pour partie par le gouvernement fédéral des États-Unis, pour l'autre par les dons d'organisations caritatives ou de l'Union européenne. Elle déclare fonctionner «comme un catalyseur pour la liberté, la démocratie, et l'ordre selon la loi». Depuis les années 1970, à chaque décennie, seulement dix pour cent environ de tous les pays affichant un âge médian inférieur à 25 ans ont été classés comme «libres» par Freedom House.

«En outre, cette masse de jeunes encore libéraux, forme, en gros, un groupe très instable de démocraties. Depuis cette date, peu de ces pays ont conservé leur cote démocratique élevée au-delà d'une décennie. La plupart ont été secoués par la violence électorale ou une insurrection, avant de glisser vers une «semi-liberté» (démocratie partielle) dans les cinq années suivantes. D'autres ont rapidement été aspirés par une spirale vers le bas pour installer des auto-



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

craties, à la suite de coups d'Etat», relève Richard Cincotta.

Freedom House retient 25 ans comme «un âge médian» au-delà duquel «l'éventualité d'une guerre civile diminue sensiblement et la chance d'être une démocratie libérale augmente nettement».

Pour les quatre dernières décennies, Freedom House arrive aux conclusions suivantes :

- environ la moitié de tous les pays dominés par la tranche d'âge intermédiaire des 25-35 sont «libres» ;

- environ 90 pour cent de tous les pays situés dans les 35-45 ans (structure d'âge mûr) sont libres.

Selon les projections de l'ONU, entre 2010 et 2019, chacun des cinq États de la région côtière du Sud méditerranéen atteindra l'âge médian des 25-35 ans, une tranche dans laquelle environ 50 pour cent de tous les pays sont, assez régulièrement, classés comme des démocraties libérales. Ferveur révolutionnaire et sagesse démocratique ne se conjuguent malheureusement pas à tous les âges.

A. B.

(*) Disponible en langue anglaise sur le lien suivant : http://www.fpri.org/multimedia/20111213.goldstone_toft_cincotta.demography.html

(**) Richard P. Cincotta, *How Democracies grow up: Countries with too many young people may not have a fighting chance for freedom*, Foreign Policy, no. 165 (2008): 80.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoiralgerie.com>
E-mail :
info@lesoiralgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Chez nous, on n'a pas la démocratie, mais on a les manuels des synonymes !

Législatives. Les mosquées du pays ont reçu instruction de lancer des appels contre l'abstention.

Vive le double-vitrage !

L'opération a été officiellement lancée ce matin. L'effacement systématique du mot «abstention» de chaque discussion, de chaque intervention parlée ou écrite, publique ou privée. Le régime, décidé à mener cette campagne de manière ferme et résolue, a mis le paquet. Des manuels de synonymes du mot «abstention» ont ainsi été distribués à grande échelle. Dans les administrations. Dans les usines. Dans les institutions. Dans les lycées. Dans les universités. Dans les tramways. Sur les 9 kilomètres que compte le trajet de métro. Et même dans les crèches, au cas où votre petit dernier serait pris de l'envie de vagir le mot «abstention». Partout où les Algériennes et les Algériens risquent de faire usage de leur bouche, un petit livret leur est offert qui leur permet de remplacer le mot «abstention» par un autre, cousin et de même sens. Ainsi, ce matin, mon fils a méchamment répondu à sa sœur qui l'accusait d'avoir vidé son pot de gel à cheveux. En temps normal, j'aurais lancé de ma voix de stentor : «Je te demande de t'abstenir de ce genre de remarques à ta sœur !» Mais là, circonstances obligent, à l'aide du précieux manuel, je me suis entendu dire à mon garçon : «A l'avenir, évite ce genre de mots désobligeants et ne t'avise plus de hausser le ton contre ta sœur !» Ça n'a pas rempli plus que cela le pot de gel, ma fille est arrivée en classe avec une mèche encore plus rebelle que les autres jours, mais au bout du compte, j'avais respecté la consigne. Chez moi, le

mot «abstention» n'avait pas été prononcé, en total respect avec la directive du pouvoir. Je m'absti... enfin... je veux dire... j'éviterai de vous narrer toutes les fois où, dans le courant de la journée, j'ai eu besoin de recourir au manuel. Des tas de fois, vous devez vous en douter. Eh oui, forcément ! Nous vivons dans une société où l'on nous a obligés tout le temps, depuis notre naissance, à nous abste... heu... à nous priver d'un tas de choses. L'abstine... la privation a toujours fait partie de notre univers. Et puis, là, hop ! On nous demande de nous passer de prononcer le mot fatidique. C'est dur ! Il nous faut une période d'adaptation. Exactement de la même manière que lors des précédentes législatives. Vous vous en souvenez ? Bien sûr que vous vous en souvenez ! Vous ne pouvez que vous en souvenir, n'est-ce pas ? A l'époque, c'est un autre mot qu'il nous avait été demandé de bannir de notre langage. Le régime ne voulait plus entendre «Boycott» Et déjà, de ce temps-là, des manuels semblables à celui distribué aujourd'hui nous avaient été offerts. Avec dedans les synonymes de «boycott». C'est bien simple, depuis l'indépendance et la succession de scrutins «libres et transparents», ma bibliothèque regorge de ce genre de manuels des synonymes. Tiens ! Là, en farfouillant dans les rayonnages, je tombe sur un vieux manuel usé et poussiéreux. Celui des synonymes du mot «pluralisme». Il était coincé entre les manuels consacrés aux synonymes de «démocratie» et d'«alternance». Je vois bien à votre bouche en coin que vous vous apprêtez à sourire. Non ! S'il vous plaît, abste-nez-vous ! Et contentez-vous juste de fumer du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L.

